



Jean-Marc Ayrault s'attelle au « choc de simplification »

Réforme. Le Premier ministre « planche » sur les premières mesures visant à alléger les procédures administratives et à réduire les normes.

Jean-Marc Ayrault réunira demain l'ensemble des membres du gouvernement à Matignon pour un Comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (Cimap) qui devrait déboucher sur de premières mesures concrètes.

Pour les services du Premier ministre, alléger les quelque 400 000 normes existantes en France constitue, « dans la crise que nous traversons, un enjeu économique, budgétaire, mais aussi démocratique ».

« Le président de la République veut lever tous les obstacles administratifs qui brident l'activité économique », souligne Jean-Marc Ayrault, appuyant les propos tenus jeudi par le chef de l'Etat : « Aujourd'hui, une entreprise est obligée d'envoyer 3 000 informations par an à l'administration, 3 000 ! Demain il faut réduire deux fois, trois fois ce chiffre ».

Le gouvernement devrait en grande partie s'inspirer des conclusions du rapport sur « l'inflation normative » remis par Jean-Claude Boulard, maire (PS) du Mans et Alain Lambert, ancien ministre du Budget et président (divers droite) du conseil général de l'Orne.

« TROP DE LOI TUE LA LOI »

Les deux élus locaux estiment notamment, dans ce rapport, à 2 milliards d'euros entre 2008 et 2011 le coût pour les collectivités de la



Jean-Marc Ayrault adopte une posture plus volontariste

mise en conformité avec les nouvelles normes.

Dans ce rapport intitulé « Trop de loi tue la loi », il est question entre autres d'abroger, adapter ou alléger les normes, les « revisiter », « freiner les excès normatifs des fédérations sportives », « nettoyer les normes européennes ». Pour agir rapidement, les deux auteurs préconisent notamment de passer par la voie des ordonnances, ce que le gouvernement envisage de faire dans les prochaines semaines sur la partie logement.

Parmi les mesures et orientations présentées demain pourraient figurer la division par deux du nombre de documents papier envoyés à l'inspection du travail, la division par trois des délais de réalisation des projets d'immobilier d'en-

treprise ou encore la réduction à 20 jours des délais de paiement de l'Etat aux entreprises.

Le gouvernement souhaiterait aussi développer les déclarations en ligne. Des dépôts de plainte pourraient ainsi être effectués sur internet en cas d'atteinte aux biens (vol, abus de confiance, escroquerie), de même que des déclarations de décès ou le choix et les inscriptions des options avant l'entrée au lycée.

Des commissions pourraient en outre être supprimées et des administrations fusionnées. Le rapport Boulard-Lambert préconise aussi de s'attaquer aux nombreuses « normes d'encadrement » pour les animations extrascolaires et les crèches ou encore les cantines scolaires.

« Nous savons où nous allons »

Jean-Marc Ayrault se décrit dans le Journal du dimanche en Premier ministre socialiste, qui « assume son identité politique », et affirme « marcher main dans la main » avec François Hollande.

Le chef de l'Etat n'a à aucun moment cité le nom de son Premier ministre lors des soixante-quinze minutes d'interview accordées jeudi soir sur France 2. Mais pour M. Ayrault, il ne faut pas y voir malice. « J'ai été associé étroitement à la préparation de cette émission », souligne-t-il.

« J'assume totalement mon identité politique »

« Je me sens totalement solidaire et totalement associé à ce qu'il fait », poursuit le Premier ministre « Nous savons où nous allons. Avec le Président, on marche main dans la main », assure l'ancien maire de Nantes.

Mais il semble ensuite se démarquer de M. Hollande, qui a lâché

jeudi qu'il n'était « pas un président socialiste ». « Oui, je suis un Premier ministre socialiste. J'assume totalement mon identité politique », explique l'ancien président du groupe PS à l'Assemblée. « Je suis aussi un républicain », poursuit-il. « Et j'agis pour l'intérêt général du pays ». Pour lui, M. Hollande n'a pas pris ses distances avec sa famille politique mais « n'a fait que rappeler qu'il était président de tous les Français ».

Chef de la majorité, M. Ayrault peut, lui, s'en prendre à ses opposants, comme François Fillon qui dit « sentir monter une crise de régime ». « Il y a plutôt une crise de régime à l'UMP qu'en France », ironise-t-il.

Et les violentes critiques de Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche ? « On ne peut pas avancer dans un débat démocratique par l'invective et l'hystérie permanentes, les attaques personnelles et les caricatures », met en

garde le Premier ministre. « C'est manquer de respect aux Français au moment où nous avons besoin de rassembler toutes les forces du pays pour faire gagner la France », ajoute-t-il.

Des efforts pour les retraites

Pour lui, « l'enjeu c'est d'assurer l'avenir de notre modèle social et républicain ». Il confirme au passage que des efforts, qui ne passeront pas par un report de l'âge légal (62 ans), seront demandés pour sauvegarder les retraites et tenir compte de l'allongement de la durée de la vie.

M. Ayrault esquisse aussi la future réforme des allocations familiales, qui seront proportionnelles au revenu. Adeptes de la concertation sociale, M. Ayrault promeut une nouvelle fois l'accord signé en janvier entre le patronat et des syndicats sur le marché du travail, dont l'examen va débiter à l'Assemblée.